Introduction

Clément Steuer

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/3680>

DOI : 10.4000/ema.3680

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2017

Pagination : 9-18

ISBN : 2-905838-95-7

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Clément Steuer, « Introduction », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 16 | 2017, mis en ligne le 15 octobre 2017, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3680> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3680>

INTRODUCTION

Ces dernières années, plusieurs ouvrages ont cherché à faire le point sur les transformations subies par l'État égyptien depuis la révolution de janvier 2011. Que ces analyses aient présenté les transformations en cours en termes de dialectique révolution/contre-révolution¹, voire de césarisme², ou comme l'expression d'une « égyptiannité » conçue de manière quelque peu essentialiste³, elles ont toutes cherché à replacer les événements récents dans le temps long de la construction de l'État moderne et de la nation égyptienne. Parallèlement, plusieurs numéros d'Égypte/Monde arabe ont essayé de faire le point sur les ruptures et les continuités qui se sont manifestées dans différents domaines au cours des dernières années : les élections et le système partisan⁴, l'activisme urbain⁵, les médias⁶, les migrations⁷, ou encore les relations de genre⁸. L'ambition de la présente livraison est quelque peu différente : partant de l'idée selon laquelle les « Printemps arabes » auraient d'abord révélé une profonde crise des États de la région, elle

1. Rougier, B. et Lacroix, S. (dir.), 2015, *L'Égypte en révolutions*, Paris, Presses universitaires de France ; Guirguis, L. 2014, *Égypte : Révolution et contre-révolution*, Québec, Presses de l'Université Laval.

2. De Smet B. 2016, *Gramsci on Tahrir. Revolution and Counter-Revolution in Egypt*, Londres, Pluto Press.

3. Cherif Bassiouni, M. 2017, *Chronicles of the Egyptian Revolution and its Aftermath : 2011-2016*, Cambridge, Cambridge University Press.

4. Steuer, C. (dir.), 2013, « Les élections de la révolution », *Égypte/Monde arabe*, 3e série, n° 10.

5. Stadnicki, R. (dir.), 2014, « Ville et révolution en Égypte », *Égypte/Monde arabe*, 3e série, n° 11.

6. De Angelis, E. (dir.), 2015, « Évolution des systèmes médiatiques après les révoltes arabes », *Égypte/Monde arabe*, 3e série, n° 12.

7. Brücker, P. (dir.), 2017, « Migrations vues d'Égypte – mobilisations et politiques », *Égypte/Monde arabe*, 3e série, n° 15.

8. Piquemal, L. (dir.), 2015, « Nouvelles luttes autour du genre en Égypte depuis 2011 », *Égypte/Monde arabe*, 3e série, n° 13.

appréhende l'État égyptien comme un système politique cherchant à surmonter cette crise en redéfinissant ses rapports avec son environnement, à commencer par la société égyptienne elle-même.

C'est sur le terrain de l'expression de la demande sociale que les bouleversements révolutionnaires se sont d'abord faits sentir de la manière la plus visible, au cours de la période 2011-2013 : la volonté de participation populaire a alors débordé les cadres légaux et traditionnels⁹, avec la formation au niveau local des « comités populaires » (*liġân sha'biyya*)¹⁰, et au niveau national de nombreuses organisations ad hoc (« Nous sommes tous Khâlid Sa'îd », « Fédération des jeunes de la révolution », etc.) et d'une fédération des syndicats indépendants. C'est pour tenter de canaliser cette explosion de demande sociale que le Conseil supérieur des forces armées (CSFA), qui assumait alors les pouvoirs législatifs et exécutifs, promulgua le 28 mars 2011 une loi assouplissant considérablement la formation des partis politiques. Dès lors, ceux-ci se multiplièrent, et tâchèrent de s'articuler avec les intérêts sociaux constitués¹¹, rompant ainsi avec le rôle de courroie de transmission du pouvoir qui était devenu le leur dans le système clientéliste qui s'était progressivement mis en place au cours des trente années de règne de Moubarak¹². Il faut dire que la pièce maîtresse de ce dispositif, le parti national démocratique (PND), avait sombré dans la tourmente révolutionnaire, dissous sur décision de justice le 16 avril 2011, pour le motif de « corruption de la vie politique ».

9. Les événements de janvier 2011 amplifient ainsi à l'extrême une tendance observée dès le début des années 2000 avec les mobilisations de soutien à la seconde Intifada, puis contre l'invasion américaine de l'Irak, puis contre le renouvellement du mandat présidentiel de Hosni Moubarak (Kefaya). Parallèlement, un premier syndicat indépendant, celui des contrôleurs des impôts, est créé en 2008. La même année, apparaît un premier mouvement tentant de faire la jonction entre la jeunesse diplômée et la classe ouvrière, le mouvement du 6 avril, appelé à jouer un rôle de premier plan dans les événements de 2011-2013. Sur ces différentes questions, voir notamment : Frédéric Vairel, « Quand "Assez !" ne suffit plus », in Kohstall, F. (dir.), 2006, *L'Égypte dans l'année 2005*. Le Caire, Cedej, ; Shahâta, D. (dir.), 2010, *'Awda al-siyâsiyya. Al-harakât al-ihitigâgiyya al-gadîda fî Misr [Le retour de la politique. Les nouveaux mouvements sociaux en Égypte]*, Le Caire, Centre d'études politiques et stratégiques Al-Ahrâm, ; Clément, F., Duboc, M. et El Shafei, O. 2011, « Le rôle des mobilisations des travailleurs et du mouvement syndical dans la chute de Moubarak », *Mouvements*, n° 66, p. 69-78 ; Beinin, J. 2012, « Egyptian Workers and January 25th: A Social Movement in Historical Context », *Social Research*, n° 79, p. 323-348.

10. Lachenal, P. 2012, « Le Caire, 2011. Plongée ethnographique au cœur des liġân sha'abeya (comités populaires) », *L'Année du Maghreb*, vol. 8, p. 193-206.

11. Steuer, C. 2012, « Le printemps des partis ? Le rôle des organisations partisanes égyptiennes dans les élections législatives », *Confluences Méditerranée*, n° 82, p. 91-105.

12. Kassem, M. 1999, *In the Guise of Democracy. Governance in Contemporary Egypt*, Londres, Ithaca Press ; Ben Néfissa, S. et Arafat, A. 2005, *Vote et démocratie dans l'Égypte contemporaine*, Paris, IRD-Karthala.

Malgré la disparition de ce rouage essentiel de l'ancien système, puis celle – au cours des années 2013-2014 – de son plus important contrepoids, l'organisation des Frères musulmans, le changement institutionnel semble être demeuré jusqu'à présent en-deçà de l'événement. Pourtant, ce fut l'une des premières tâches auxquelles s'attela le CSFA dès le 16 février 2011 avec la création d'un comité chargé de la réforme de la constitution, débouchant sur la déclaration constitutionnelle du 30 mars 2011. En décembre 2012, une nouvelle constitution, rédigée par un comité dominé par les forces de l'islam politique, fut adoptée aux termes d'un processus contesté. Cette nouvelle constitution fut ensuite elle-même réformée à partir de l'été 2013, pour aboutir à un nouveau texte approuvé par référendum en janvier 2014 dans des conditions d'unanimité entretenues par le pouvoir et les médias. Cependant, cette réforme institutionnelle peine encore à produire ses effets, ceux-ci s'inscrivant dans une temporalité bien plus lente que celle des flux et reflux de la participation populaire en période de transformations révolutionnaires. Il convient néanmoins de noter que l'armée joue un rôle plus important que jamais dans ce nouveau paysage.

Alors que la gestion sécuritaire de la crise a refermé une grande partie des canaux d'expression de la demande sociale nés de la révolution, les anciens canaux (recours aux réseaux clientélistes, du local vers le national) n'ont pas été réhabilités pour autant, et un nouvel équilibre reste à construire en ce domaine. C'est désormais en matière de politiques publiques que les changements nés du moment révolutionnaire se font le plus ressentir, les efforts de l'État pour rétablir des relations stables avec son environnement exerçant des effets sur les plans économiques, sociaux, religieux et culturels. En effet, la rupture des anciens équilibres et la disparition de toute alternative crédible au régime en place ont délié les mains du pouvoir, en même temps qu'elles le poussent à entreprendre des réformes trop longtemps différées : réduction des subventions, mise en place d'un système de protection sociale, lutte contre la corruption, promotion de l'égalité entre les citoyens et réforme du discours religieux sont désormais inscrits en tête de liste de l'agenda public.

La présente livraison d'*Égypte/Monde arabe* entend nourrir la réflexion sur chacun de ces trois aspects du système politique : l'expression de la demande sociale, le fonctionnement des institutions et la mise en place des politiques publiques. Où en sommes nous, en 2017, sur chacun de ces aspects, alors que la feuille de route décidée au lendemain de la chute des Frères musulmans a été achevée, et que l'Égypte s'achemine vers la seconde élection présidentielle organisée sous l'empire de la constitution de 2014 ? Plutôt que d'interroger une nouvelle fois les événements les plus spectaculaires – coups d'État ou révolutions – ou de jauger la situation à l'aune de concepts surplombants – transition démocratique ou restauration autoritaire – les auteurs des articles présentés dans ce numéro ont fait le choix de s'intéresser aux transformations graduelles initiées dans le sillage des bouleversements traversés par l'Égypte pendant la période 2011-2013.

UNE PARTICIPATION POPULAIRE À LA RECHERCHE DE SES MOYENS D'EXPRESSION

Malgré une demande accrue de participation, les pratiques répressives et la faiblesse des organisations partisans font que la demande sociale a toujours du mal à trouver des canaux d'expression. Il est cependant nécessaire de souligner que la situation qui se présente à nous aujourd'hui ne peut se résumer à un retour de l'Ancien régime. Ceci est surtout vrai dans le champ politique, où les changements intervenus en 2011 continuent de produire leurs effets, certes atténués. Ainsi, le corps électoral effectif, s'il est deux fois moins important que durant la période 2011-2012, demeure deux fois plus large que durant les plus forts niveaux de participation enregistrés sous l'ère Moubarak¹³. Les classes moyennes éduquées n'ont pas totalement tourné le dos aux élections, qui demeurent dans une certaine mesure politisées, et les partis représentés au Parlement sont toujours les portes-voix d'une partie des intérêts sociaux constitués¹⁴.

Les clivages structurants de la vie politique, tels qu'ils s'étaient manifestés avec vigueur durant les élections de 2011 et 2012, continuent d'organiser le champ politique, ainsi que le Parlement élu en 2015. Si l'opposition entre les islamistes et les forces politiques séculières, naguère dominante, a perdu de son importance du fait de la victoire des seconds par les armes, et de l'exclusion subséquente des premiers hors du champ politique, elle subsiste néanmoins du fait de la présence résiduelle des salafistes du parti Nour (11 députés) dans l'Assemblée actuelle. Du fait de son ralliement au nouveau régime, le parti Nour a en effet constitué la seule force de l'islam politique en mesure de concourir lors de ces élections. Mais ce ralliement l'a en même temps conduit à s'isoler du reste de son camp, ce qui s'est traduit par une perte importante en termes d'électeurs. Il convient néanmoins de relativiser le recul numérique du parti Nour (qui avait obtenu 112 députés lors de la législature précédente), car le mode de scrutin lui était cette fois-ci défavorable, et parce qu'il a remporté des scores importants là où il a été en mesure de présenter des listes¹⁵. L'isolement des députés salafistes par rapport au reste du Parlement montre s'il en était besoin que ce clivage demeure extrêmement polarisant, et que le fossé entre les deux camps s'est élargi à la faveur de l'exacerbation des luttes qui se sont déroulées ces dernières années.

La principale opposition structurant désormais le système partisan égyptien est une reformulation du clivage secondaire de 2011 – qui opposait

13. Ben Néfissa, S. 2015, « Qu'est-ce que voter veut dire dans l'Égypte postrévolutionnaire », *Moyen-Orient*, n° 24, p. 24-25.

14. Zahrân, F. 2015, *Al-Quwa al-siyâsiyya ba'ad 30 yûniyya [Les forces politiques après le 30 juin]*, Le Caire, Al-Maktaba al-siyâsiyya.

15. Ces relativement bons résultats n'ont pas pu se traduire en députés élus du fait de la règle du *winner-takes-all* régissant en 2015 l'attribution des 120 sièges de l'Assemblée pourvus au scrutin de liste.

révolution et contre-révolution – agrémenté d'un soupçon de logique d'Ancien régime, puisque le degré de proximité avec le pouvoir exécutif semble redevenir un facteur essentiel expliquant les prises de position des différents partis. Ainsi reformulé, cet axe principal s'échelonne désormais entre la réforme et la conservation. Il se dégage en fait trois tendances principales au sein des forces séculières représentées au Parlement, orientées en fonction de ces deux pôles : une tendance conservatrice-autoritaire rassemblant entre autres le parti de l'Avenir de la Patrie (55 sièges), le parti des Protecteurs de la Patrie (18 sièges), le parti Conservateur (6 sièges), le parti Égypte moderne (4 sièges) et le parti de la Liberté (3 sièges), une tendance libérale-réformiste organisée autour du parti des Égyptiens libres (65 sièges)¹⁶ et du parti égyptien social-démocrate (4 sièges), et enfin un Marais centriste-réformateur regroupant des libéraux modérés tels que le Wafd (36 sièges) et d'ex-réformateurs de l'Ancien régime tels que le parti du Peuple républicain (13 sièges), le parti du Congrès (12 sièges) et le parti de la Réforme et du développement (3 sièges).

Comme il ressort de cette description sommaire – et non-exhaustive – des forces en présence, le Parlement de 2015 se caractérise d'abord par sa fragmentation. Celle-ci est d'autant plus importante que les élus des partis sont en fait minoritaires au sein de cette Assemblée, face aux indépendants. Les 19 partis représentés à la chambre se partagent ainsi seulement 243 députés, sur 568 membres élus¹⁷. À titre de comparaison, 23 partis politiques étaient représentés dans le Parlement élu en 2012, répartis entre 476 sièges, sur 498 membres élus¹⁸. Cette situation souligne ainsi la faiblesse persistante des partis politiques égyptiens, qui se sont révélés incapables de combler entièrement le vide laissé par la disparition du PND et des Frères musulmans. Malgré les attentes placées en elles par l'opinion publique, les organisations partisans s'avèrent toujours incapables d'accomplir pleinement les fonctions qui leur sont normalement dévolues dans un système démocratique¹⁹.

16. Premier parti représenté au sein de l'actuel Parlement, avec 10,9 % des sièges, le parti des Égyptiens libres représente désormais un enjeu institutionnel, du fait du rôle qu'il pourrait potentiellement jouer – en vertu de la Constitution – dans le choix d'un futur Premier ministre. Ceci explique sans doute, au moins partiellement, pourquoi ce parti est actuellement traversé par une grave crise interne, une faction soutenue par la quasi-totalité des députés de ce parti a en effet renversé la direction historique de l'organisation, qui conteste ce coup de force interne devant les tribunaux. Voir notamment *Daily News Egypt*, 6 mai 2017, <http://www.dailynewsegypt.com/2017/05/06/happening-inside-egypts-biggest-political-party/>, consulté le 17 juillet 2017.

17. 197 sur les 448 élus au scrutin individuel, et 46 sur les 120 élus au scrutin de liste. Auxquels il convient encore d'ajouter les 28 membres nommés par le président de la République.

18. Auxquels il convient encore d'ajouter les 10 membres nommés par le CSFA.

19. El-Agati, M., Sigler, N. et Harvey, N. 2014, *Political Parties and Public Opinion in Egypt*, Le Caire, Rawfid.

Cette situation ne doit cependant pas cacher une évolution importante constatée au cours de ce scrutin, et qui est l'élection de femmes et de chrétiens en nombre bien plus grand qu'à l'accoutumée²⁰. Ainsi, 73 femmes ont été élues dans ce Parlement (soit plus de 12,5 %), ainsi que 36 coptes (6,3 %), dont respectivement 56 et 24 par le biais des quotas imposés à la composition des listes en compétition, ce qui constitue un double record dans l'histoire de la République égyptienne si l'on excepte l'Assemblée élue en novembre 2010 et dissoute en février 2011, qui comportait un quota de 12,7 % de femmes (64 députées). Il semblerait ainsi qu'un legs important des révolutions de 2011 et 2013 soit une augmentation de la participation des femmes à la vie politique. L'article de Naïma Bourras présenté dans ce numéro montre que même les salafistes ne sont pas épargnés par ce phénomène, et que leurs organisations religieuses et politiques ont pu constituer, en dépit de leur doctrine, un instrument d'*empowerment* des femmes égyptiennes.

Hors du champ politique légal toutefois, l'expression de la participation populaire semble avoir reculé. Bien que ces sujets soient demeurés à l'ordre du jour depuis la fin du règne de Moubarak, les syndicats professionnels indépendants n'ont toujours pas été légalisés²¹, et la législation sur les associations n'a pas davantage été assouplie²². Au contraire, l'arsenal répressif s'est renforcé ces dernières années, avec notamment la loi sur les manifestations du 24 novembre 2013 (malgré sa censure partielle par la Haute Cour constitutionnelle le 3 décembre 2016), la loi antiterroriste du 16 août 2015, et le retour de l'état d'urgence proclamé le 9 avril 2017. Au-delà des textes législatifs, l'article rédigé par Laura Monfleur pour la présente livraison d'*Égypte/Monde arabe* souligne l'efficacité des techniques policières de contrôle de l'espace urbain mises en œuvre depuis la fin de l'année 2011, en tout cas dans le centre-ville du Caire, naguère épicerie des mobilisations révolutionnaires. Les manifestations n'ont pas pour autant disparu en Égypte, mais elles sont devenues beaucoup moins importantes numériquement, moins visibles

20. Rabî, A. (dir.), 2016, *Intikhâbât maglis al-nuwâb 2015 [L'élection de la chambre des députés de 2015]*, Le Caire, Centre d'études politiques et stratégiques Al-Ahrâm.

21. La situation des syndicats égyptiens est héritée de l'ère nassérienne : il existe un syndicat unique par branche d'activité, et il n'existe pas de compétition intersyndicale. Ceci dit, la direction de ces syndicats peut dans certains cas devenir un enjeu d'affrontement, et certaines de ces organisations professionnelles ont constitué un important canal d'expression de la contestation du régime dans les années 1980-1990. Voir par exemple : Longuenesse, E. 1995, « Le "syndicalisme professionnel" en Égypte, entre identités socio-professionnelles et corporatisme », *Égypte/Monde arabe*, n° 24, p. 43-91 ; Rosefsky Wickham, C. « Islamic Mobilization and Political Change: The Islamist Trend in Egypt's Professional Associations », in Beinun, J. et Stork, J. (dir.), 1997, *Political Islam. Essays from Middle East Report*, Berkeley, University of California Press, p. 120-135.

22. Au contraire, la loi promulguée le 29 mai 2017 renforce encore le contrôle étatique sur les associations et les ONG, et notamment sur leur financement.

médiatiquement, et se révèlent désormais incapables de déborder sérieusement les forces de maintien de l'ordre.

UNE RÉFORME DES INSTITUTIONS TOUJOURS EN CHANTIER

La réforme des institutions s'est rapidement trouvée au cœur des enjeux de la période révolutionnaire, une phase de redéfinition du rôle de l'État s'étant alors ouverte, et les forces politiques en présence s'opposant sur le sens à donner à cette redéfinition. Ainsi, les deux clivages structurants évoqués ci-dessus portaient avant tout sur la forme de l'État. L'opposition entre les forces politiques islamistes et séculières s'est en effet avant tout exprimée sous la forme d'un débat portant sur les principes organisateurs du droit positif égyptien, les premiers réclamant une application effective de la *sharī'a*, tandis que les seconds mettaient en avant le principe de citoyenneté (*muwātana*), compris avant tout comme l'égalité de tous les citoyens sans distinction de sexe ni de religion. Quant au clivage opposant en 2011-2012 la révolution et la contre-révolution, il exprimait alors essentiellement un désaccord sur la place à accorder aux forces armées – et à l'appareil sécuritaire de manière générale – parmi les institutions égyptiennes. Cristallisées autour de la notion d'« État civil »²³, ces deux questions ont dominé l'ensemble des débats constitutionnels, depuis février 2011 jusqu'à l'adoption de la Constitution en janvier 2014. L'article rédigé par le professeur Mustapha Kamel Al-Sayyid dans ce numéro revient sur l'ensemble du processus de transition constitutionnelle, sur le rôle et les intérêts des différents acteurs politiques impliqués dans ce processus, et s'interroge sur les impacts à attendre de cette constitution en termes de gouvernance.

L'un des objectifs des changements en cours est en effet de permettre à terme l'ouverture de nouveaux canaux d'expression de la demande sociale, et notamment au niveau des collectivités locales. Inès Taha nous livre ici une analyse détaillée des enjeux légaux entourant la réforme du cadre administratif au niveau local. La nouvelle constitution prévoit en effet un processus de décentralisation, ainsi que la mise en place de quotas en faveur de la présence – au sein des conseils locaux élus – de femmes, de jeunes, de chrétiens, d'handicapés, d'ouvriers et de paysans. Dans l'article qu'elle nous a soumis, elle analyse à la fois le rôle passé de ces conseils locaux, les conséquences à attendre des dispositions constitutionnelles en la matière, et les projets de loi actuellement en discussion au Parlement relatifs à cette future réforme et à l'élection à venir de conseils locaux. Dissous en juin 2011, ces derniers n'ont en effet toujours pas été réélus depuis, ce qui souligne en creux la complexité de la question et l'importance qu'elle représente pour l'équilibre à terme du système.

23. Steuer, C. et Blouët, A. 2015, « The Notions of Citizenship and the Civil State in the Egyptian Transition Process », *Middle East Law and Governance*, vol. 7, p. 236-256.

De fait, durant les « Printemps arabes », la crise des États de la région s'est accompagnée d'un renforcement des pouvoirs locaux. C'est fut bien évidemment le cas là où les États se sont effondrés (Syrie, Libye, Yémen), mais même là où ils ont survécu à la tempête (Égypte, Tunisie), la paralysie temporaire de l'action publique a eu pour conséquence un renforcement des échelons les plus locaux (en Égypte, les chefs de quartier), souvent en liaison avec les comités populaires. Or, la participation populaire ayant déserté ces dernières années le champ politique, elle se réinvestit désormais le plus souvent à l'échelle locale, à travers des projets visant à améliorer concrètement la vie des habitants (rénovation urbaine, mise en place de filières de recyclage, construction d'accès pour les personnes handicapées, etc.) Si les futures élections locales serviront dans un premier temps d'exutoire à la compétition inter-partisane, les assemblées élues devront ensuite apprendre à travailler dans un second temps avec ce nouveau paysage associatif local, laissé dans le sillage des mobilisations révolutionnaires. Il est donc attendu de la réforme de l'administration locale qu'elle permette à la fois d'ouvrir de nouveaux canaux à l'expression de la demande sociale, et qu'elle contribue à redessiner la carte de l'action publique, en réduisant notamment les déséquilibres territoriaux entre le Nord et le Sud, le centre et la périphérie, les villes et les campagnes, les *compounds* et les quartiers d'habitat informels, autant d'inégalités sociales ayant joué un rôle moteur dans la crise révolutionnaire de la période 2011-2013²⁴.

DES POLITIQUES PUBLIQUES EN RUPTURE AVEC L'ANCIEN RÉGIME

C'est en effet dans le domaine de l'action publique qu'il faut aujourd'hui rechercher l'impact le plus visible des événements des dernières années. Né d'une importante dynamique populaire, doté d'une légitimité nouvelle, et débarrassé de ses adversaires les plus dangereux, le régime actuel est en mesure d'entreprendre rapidement des réformes que le régime de Moubarak était seulement capable d'envisager sous une forme extrêmement graduelle²⁵. L'article de Chahir Zaki présenté dans ce numéro dresse un portrait sans concessions des défis économiques auxquels doit désormais faire face le pouvoir égyptien, et relève les leviers d'action à sa disposition pour y parvenir. Le champ économique a en effet été affecté lui aussi par le processus révolutionnaire, qui a durablement affaibli le réseau d'hommes d'affaires proches de Gamal Moubarak, le fils du président déchu. Deux types d'acteur ont en

24. Rougier, B. et Bayoumi, H. « Sociologie électorale de la nouvelle Égypte », in B. Rougier et S. Lacroix (dir.), *op. cit.*, p. 164-190 ; Gana, A. 2015, « Protestations et mobilisations paysannes en Égypte : des voix qui comptent ? », *Revue Tiers Monde*, n° 222, p. 67-84.

25. Ferrié, J-N. 2008, *L'Égypte entre démocratie et islamisme. Le système Moubarak à l'heure de la succession*, Paris, Éditions Autrement.

revanche gagné en importance à la faveur de ces événements : l'armée égyptienne et les investisseurs privés du Golfe. Maïa Sinno montre comment, dans les secteurs de la construction et de l'immobilier, ces nouveaux dominants économiques entrent en relation et agissent de concert, et décrit l'impact de cette domination en termes d'aménagement de l'espace.

Un autre domaine de l'activité humaine a été aujourd'hui affecté par les conséquences de la poussée révolutionnaire est celui du religieux. Ce constat ne devrait pas étonner, lorsque l'on se souvient de l'importance prise par la question religieuse durant la période précédente, mais les changements en cours surprennent néanmoins par leur rapidité, tout en traduisant des mouvements de fond extrêmement puissants. C'est en effet la structuration communautaire de la société²⁶ qui est aujourd'hui attaquée sur plusieurs fronts. Le 30 août 2016, l'Égypte a ainsi adopté une loi sur la construction des lieux de culte – remettant pour la première fois en cause le décret ottoman de 1856 qui régissait jusqu'alors la question – approuvée malgré de nombreuses réserves par l'Église copte orthodoxe²⁷. Par ailleurs, cette dernière est en train de perdre le monopole qu'elle avait acquis dans les années 1970 sur l'expression des intérêts de la population chrétienne d'Égypte²⁸, comme le montre entre autres le fait que la question du mariage civil se soit frayée un chemin dans le débat public au cours des dernières années.

Le bouleversement révolutionnaire touche aussi bien entendu les institutions religieuses musulmanes, dans un pays où ces dernières occupent une place très importante, du fait du rôle éminent joué par al-Azhar dans la vie intellectuelle de l'islam sunnite, et du fait également du contrôle exercé par l'État sur ces institutions depuis l'ère nassérienne, et qui fait de l'Égypte le seul pays à s'être doté d'une instance étatique d'organisation et de surveillance des confréries soufies. Dans l'article qu'elle a rédigé pour le présent numéro, Laura Garrec se penche sur les enjeux de pouvoir qui se cachent derrière la volonté affichée actuellement par le régime de « réformer le discours religieux ». Elle montre ainsi comment ce champ a été affecté par le passage au pouvoir des Frères musulmans, comment l'État cherche à la fois à le domestiquer et à capter sa légitimité (ce qui implique de lui abandonner une certaine marge d'autonomie, sans laquelle cette légitimité serait définitivement compromise), et décrit les forces en présence au sein de ces différentes institutions ainsi que leur positionnement par rapport à la « révolution religieuse » proclamée par le nouveau régime.

26. Guirguis, L. 2012, *Les coptes d'Égypte. Violences communautaires et transformations politiques (2005-2012)*, Paris, IISMM-Karthala.

27. Bernard-Maugiron, N. 2016, « Ce que dit la nouvelle loi sur la construction des églises en Égypte », *Oasis*, 19 octobre, <http://www.oasiscenter.eu/fr/articles/chr%C3%A9tiens-dans-le-monde-musulman/2016/10/19/egypte-nouvelle-loi-construction-eglises>, consulté le 17 juillet 2017.

28. Du Roy, G. 2013, « La campagne d'Al-Misriyyîn Al-Ahrâr chez les chiffonniers de Manchiyyât Nâsir », *Égypte/Monde arabe*, 3e série, n° 10, p. 203-229.

Ces quelques exemples de politiques publiques analysées dans la présente livraison d'*Égypte/Monde arabe* montrent ainsi que si le bouleversement révolutionnaire avait dans un premier temps surtout affecté le champ politique (en 2011-2013), ses effets se sont désormais propagés dans différents secteurs de l'activité sociale, que l'État cherche à reconfigurer en même temps qu'il est contraint de renégocier ses rapports avec les forces sociales à l'œuvre dans lesdits secteurs. La quête de stabilité de l'acteur étatique, qui s'est senti un temps menacé dans son existence même par le processus révolutionnaire, n'a donc pas fini de produire ses effets sur l'ensemble de la société égyptienne, entrée en 2011 dans un processus de changement rapide et profond, qui continuera très probablement à l'affecter au cours des années à venir.